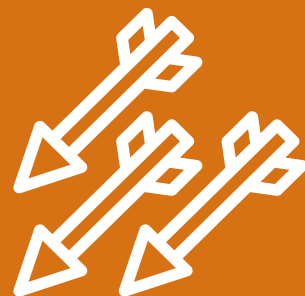




URGENCE POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES



- Les gouvernements négocient actuellement leurs budgets et **priorités politiques** dans un **contexte de réductions budgétaires**
- Le **secteur de la jeunesse** est dans le viseur, avec des **réductions et suppressions de financements** : réformes des APE, fin de détachements pédagogiques, coupes dans les subventions et non-indexation des budgets
- Ces mesures **fragiliseraient** les **associations**, les **emplois** et les activités offertes aux jeunes, **menaçant la stabilité du secteur** et le **lien social** qu'il crée
- Elles s'ajoutent à d'**autres mesures** déjà en place, créant un effet boule de neige qui touche directement **l'enfance** et la **jeunesse**
- Les **enfants** et les **jeunes** seraient les premier-ères **lourdement impacté-es**, avec un risque **d'accentuation** des **inégalités** et **d'entrave** à leur **émancipation**
- S'il faut faire des économies, elles ne peuvent pas se faire au détriment des jeunes. **Le secteur jeunesse demande à être entendu, consulté et associé aux décisions pour garantir des mesures proportionnées et soutenables**

Tous les gouvernements (sauf Bruxelles) sont réunis pour se mettre d'accord sur leurs budgets, leurs priorités politiques, et des informations très préoccupantes nous sont parvenues.

Nous savions déjà que la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles, et le Fédéral, discutaient de réformes dangereuses pour l'associatif, pour les jeunes, pour les familles.

Une chose est sûre aujourd'hui, les menaces sont en train de devenir concrètes :

- ⇒ Des suppressions et réductions de postes, dans le cadre de la réforme des APE et de la fin annoncée des détachements pédagogiques, avec des impacts directs sur la stabilité des équipes ;
- ⇒ La suppression des subventions d'associations, jugées « non prioritaires », ou « redondantes » au risque d'appauvrir la diversité du tissu associatif ;
- ⇒ Des suppressions et réductions de subsides, par la disparition de subventions de projets, de la non-indexation des subsides, mais aussi la diminution de budgets consacrés à l'enfance, la jeunesse, l'international, le sport, la culture, l'enseignement... ;
- ⇒ Une imprévisibilité des financements qui met en péril des associations, due à l'absence de gouvernement bruxellois.

Ces pressions sur le secteur de la jeunesse (Organisations de Jeunesse, Écoles de Devoirs, Centres de Jeunes...) sont en réalité une menace directe contre les enfants et les jeunes. Ces coupes annoncées viennent encore fragiliser des situations familiales et individuelles, parfois déjà fort précaires.

ASSOCIATION

EN DANGER !

Chaque mesure, prise isolément, pourrait ne pas apparaître comme une menace existentielle, mais leur accumulation forme un véritable étau sur différents enjeux :

- ⇒ L'accueil hors temps scolaires (diminution du personnel encadrant, diminution de l'offre d'ateliers, de stages, d'activités accessibles à toutes et tous : jeunes et enfants...);
- ⇒ L'enseignement (augmentation du nombre d'élèves par classe, décret paysage...);
- ⇒ La transition vers l'emploi (restriction de l'accès aux allocations de chômage, durcissement des conditions pour les stages d'insertion...);
- ⇒ La précarisation des familles (diminution de l'accès aux loisirs, nécessité de jobber parfois au détriment des cours...).

À terme, ces choix politiques risquent d'**accentuer les inégalités** dès le plus jeune âge et de **compromettre les perspectives d'émancipation des nouvelles générations**. Il s'agit aussi d'une **pression supplémentaire** sur les **familles** jonglant entre leurs multiples obligations. **La respiration que nous offrons aux jeunes et à leurs parents sera-t-elle encore possible demain ?**

Nous comprenons que des efforts budgétaires soient prévus, que les gouvernements en place fassent des arbitrages, et établissent leurs priorités politiques via des économies, mais **nous refusons que la société civile, les jeunes, les familles, et les associations qui les représentent en paient le prix de façon disproportionnée**.

Nous voulons, et nous devons être **associé-es aux discussions** qui nous concernent, **comme cela avait été annoncé**, pour nous assurer qu'elles soient proportionnées, concertées, et soutenables pour les associations.

Faute de concertation et de moyens adaptés, les **conséquences** seraient immédiates : de nombreuses associations pourraient être contraintes de **réduire leurs services**, voire, pour certaines, de **suspendre certaines activités**. Les **enfants, les jeunes, leurs familles** et l'ensemble des bénéficiaires risqueraient ainsi de **perdre** un espace précieux **d'accueil** et de **développement**.



Notre secteur est dans le viseur de mesures dangereuses pour sa survie, nous devons nous mobiliser massivement pour montrer que le secteur associatif et non-marchand est un secteur essentiel, un parapluie qui aide et protège des publics parfois fragilisés.

Ces mesures ne sont pas abstraites : elles toucheront directement celles et ceux qui font vivre le tissu associatif au quotidien.

MOINS DE MOYENS, C'EST MOINS D'ACTIVITÉS, MOINS D'ACCOMPAGNEMENT, MOINS DE LIEN SOCIAL.

DANS NOTRE ASSOCIATION, CES RÉFORMES POURRAIENT SE TRADUIRE PAR DES CONSÉQUENCES LOURDES ET TRÈS CONCRÈTES. VOICI TROIS EXEMPLES PARLANTS :

Situation 1

Situation 2

Situation 3

